

(Source : [Numérama](#))



Le premier ministre britannique David Cameron reste droit dans ses bottes. Devant les députés, il juge que **les autorités doivent pouvoir accéder à toutes les communications** afin de combattre le terrorisme. Il confirme ainsi la position qu'il tenait en début d'année, lorsqu'il appelait à **bannir toute communication vraiment privée**.

David Cameron reste inflexible. Le premier ministre britannique est bien décidé à combattre le chiffrement des communications au nom de la lutte contre le terrorisme. Devant les députés de la chambre des communes, le chef du gouvernement a réitéré les mêmes propos que ceux qu'il a tenus en début d'année peu de temps après les attentats survenus en France.

Pour le chef du gouvernement britannique, **il est hors de question qu'un seul moyen de communication puisse échapper à la vigilance des services de renseignement**.

« Nous devons examiner tous les nouveaux médias qui sont produits et nous assurer que, dans chaque cas, nous sommes capables, en dernier recours et avec l'appui d'un mandat, d'aller au fond des choses pour voir ce qui s'y passe » .

Dans le même temps, David Cameron a également appelé les réseaux sociaux à coopérer davantage avec les autorités. « Nous exhortons les sociétés de médias sociaux à travailler

avec nous et de nous aider à lutter contre le terrorisme», a-t-il lancé, rappelant ainsi les intenses efforts côté français pour mobiliser les géants du net dans ce combat, en appelant à leur responsabilité morale.

Le premier ministre britannique avait déjà sollicité les grandes entreprises américaines à se montrer beaucoup plus proactives. Lors d'une visite aux États-Unis, il avait demandé à Barack Obama de le soutenir dans ses négociations avec la Silicon Valley pour la convaincre de ne pas aller trop loin dans la protection des données personnelles des internautes.

Cameron inflexible malgré les oppositions

Le chef de l'exécutif avait déjà réclamé en début d'année **le bannissement des outils de messagerie qui permettent à deux personnes d'assurer la confidentialité de leurs échanges.**

Le fait qu'il réaffirme sa position aujourd'hui montre qu'il ne s'agit pas de paroles prononcées sous le coup de l'émotion, mais qu'il s'agit bien d'un projet mûrement réfléchi malgré les oppositions qui se sont manifestées dont celle très remarquée du rapporteur spécial pour la liberté d'expression à l'ONU, qui estime que les États ne doivent pas entraver la sécurité du chiffrement en exigeant un accès par backdoor, ou en interdisant les communications chiffrées.

Ces derniers mois, dans le cadre des révélations sur la surveillance de masse, les projets visant à renforcer la confidentialité des échanges sur Internet explosent, du fait de la demande croissante des internautes, ce qui fait désormais du chiffrement un véritable argument commercial. La tendance touche aussi le réseau lui-même, afin de sécuriser par défaut toutes les communications.

Commentaire :

Ce genre « d'actualité » est, en fait, chose du passé. Quelqu'un croit sérieusement qu'il existe une réelle vie privée, en ce moment même, sur le Net? **Il n'y en a jamais eu. Les réseaux de télécommunication, depuis le téléphone, sont bâtis avec lesdits « backdoors » expressément pour l'écoute et l'espionnage.** En se renseignant, les illusions tombent.

Partager cet article :

[Facebook](#)
[Twitter](#)
[Google+](#)

[Pinterest](#)

À lire également :



[France : surveillance renforcée sur Internet](#)



[Je vois... je vois... toute votre vie sur Internet](#)



[INDECT le méga cyber espion européen pire qu'ACTA](#)



[Inondations en Grande-Bretagne : 800 maisons inondées, 70 000 autres menacées](#)